

# Inflation pénale et décisions de justice



Note IPP n°99



**Cette étude analyse**  
**les 600.000 peines**  
**prononcées en 2013 en France**



# L'étude compare



les peines  
**prononcées**  
par les juridictions



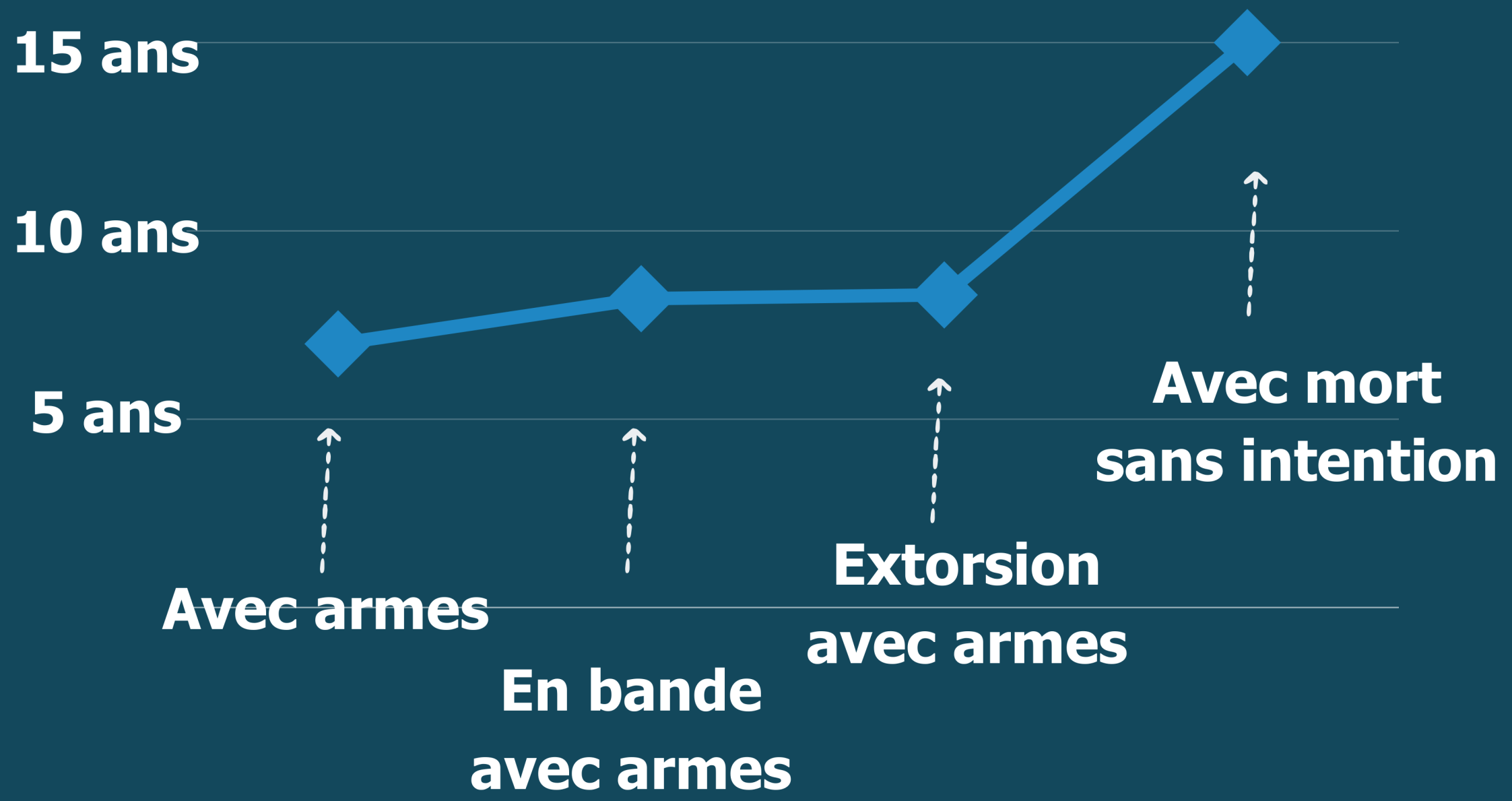
les peines **maximales**  
**prévues**  
par le code pénal



1

Les peines **prononcées** suivent globalement l'ordre de sévérité du code pénal

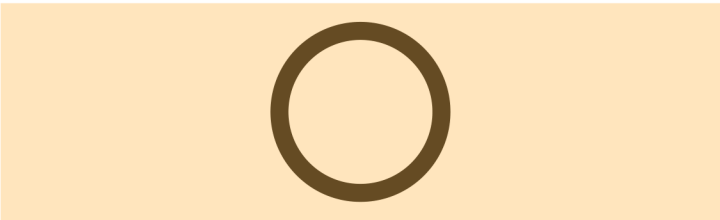
Médiane des peines prononcées dans la catégorie des vols criminels



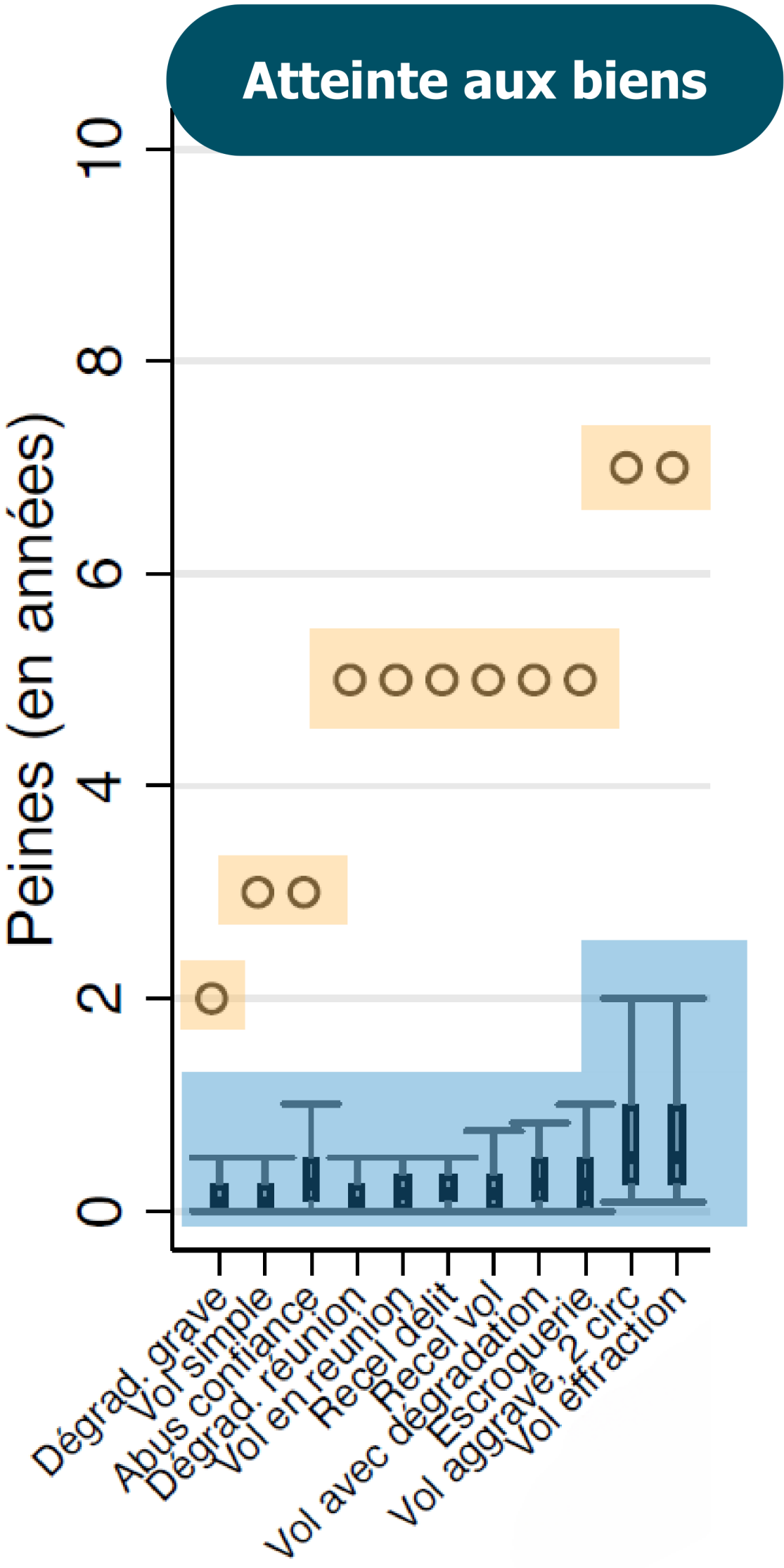
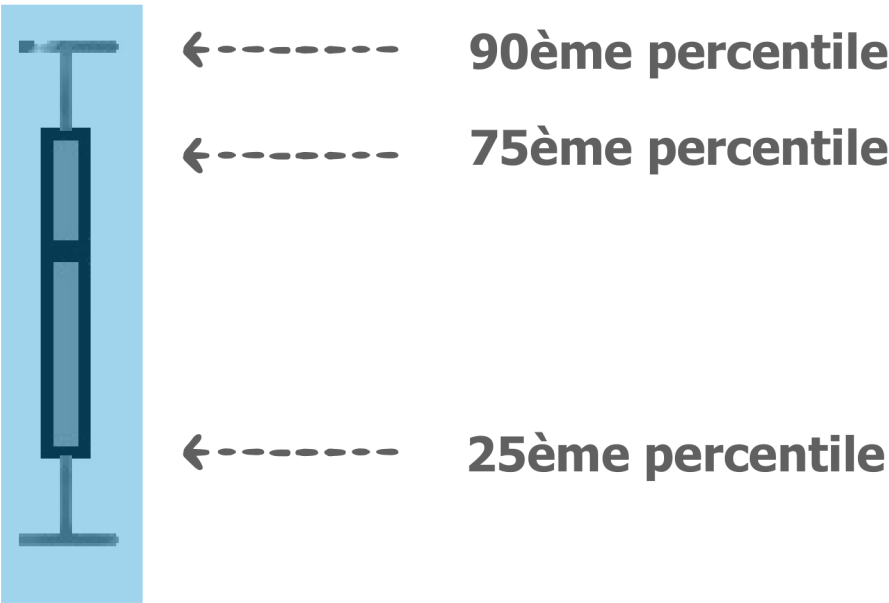
2

Il existe un très grand écart entre les

maximums encourus



et la distribution des peines prononcées



**Au total, les sanctions pour **délit**  
représentaient en moyenne  
**8% du maximum**  
prévu par la loi**

**et les sanctions pour **crime**  
représentaient  
**44,6% du maximum**  
prévu par la loi**

3

**Bien que très nombreuses,  
les modifications du code pénal  
sont limitées dans leurs effets**



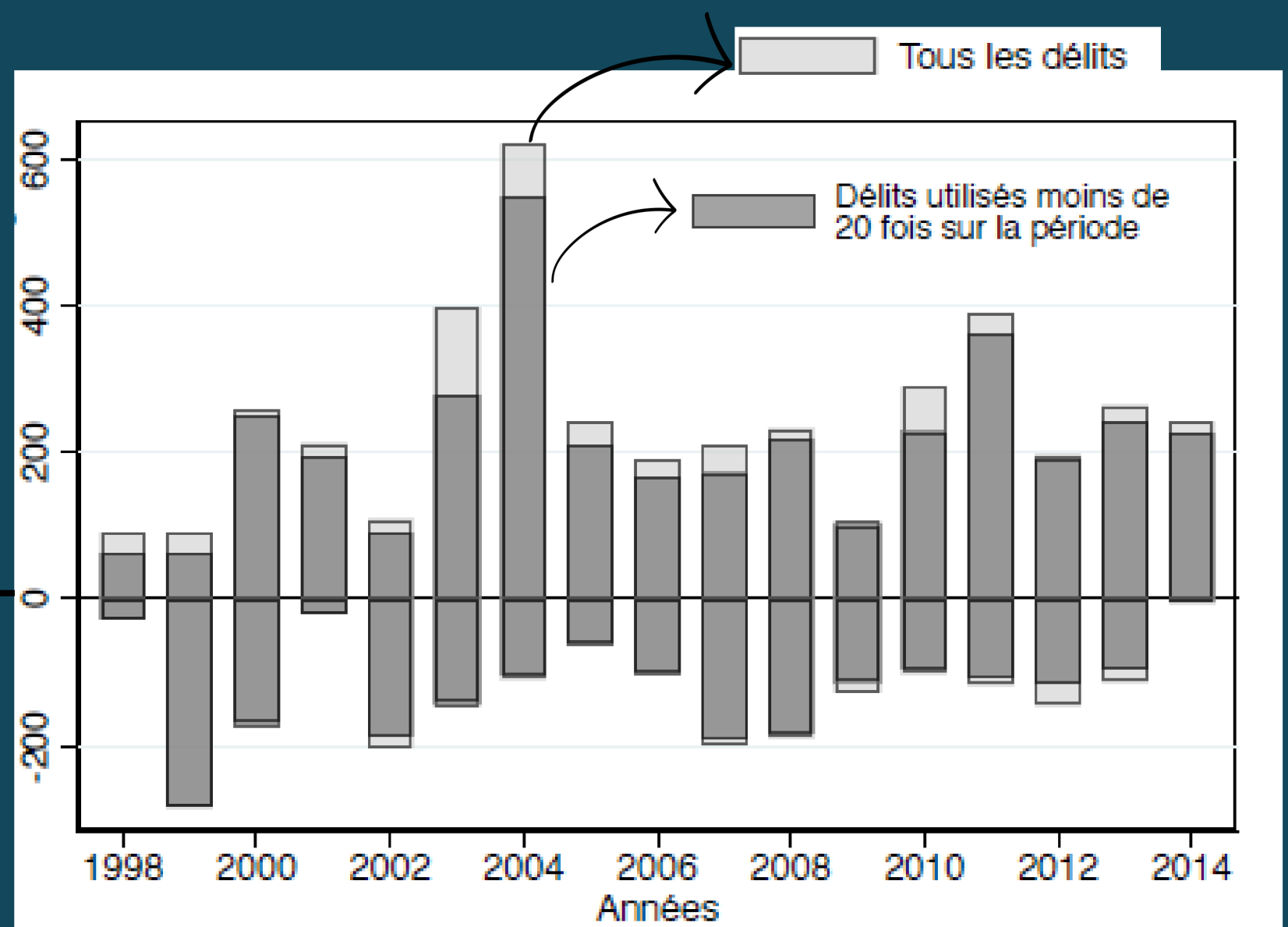
**La loi pénale est en pratique très  
fréquemment modifiée :  
jusqu'à 700 modifications en 2004  
et jamais  
- de 100 par an entre 1998 et 2014**

# ... mais les modifications de durcissement des peines maximales concernent des délits peu fréquents

Nombre  
de délits  
créés ou  
allongés



Nombre  
de délits  
supprimés  
ou  
diminués



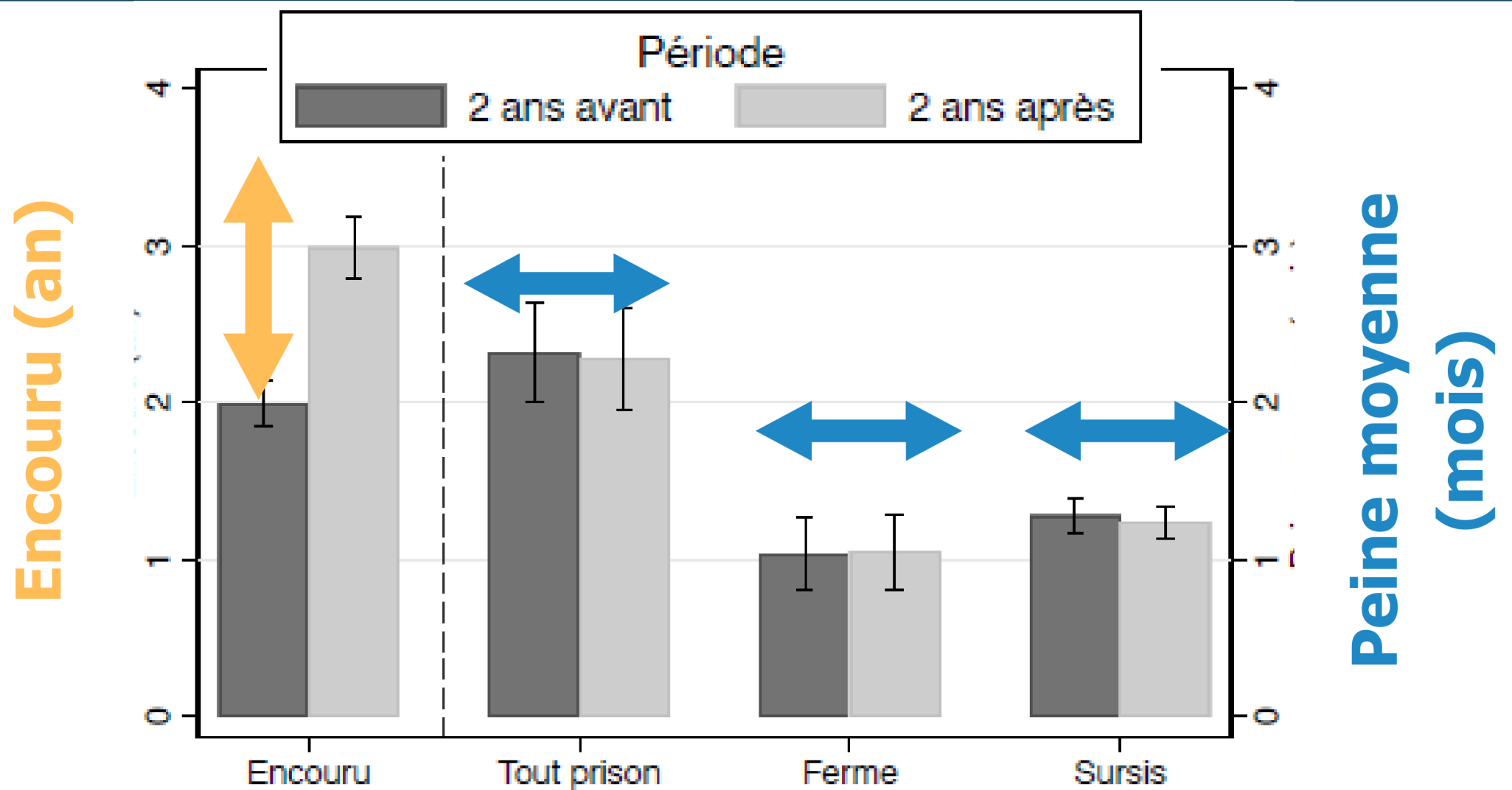
**Sur près de 3200 natures  
d'infraction créées  
entre 1998 et 2014**

**80% n'ont jamais été utilisées**

**15% ont été utilisées - de 20 fois**



# Les peines prononcées sont stables indépendamment du durcissement des **maximums prévus**



Ce graphique agrège les évolutions observées pour 24 délits dont la peine maximale a été augmentée

The background of the image shows two men in business suits running quickly from left to right. The man on the left is wearing a dark suit and a white cap with a gold band. The man on the right is wearing a dark suit, a white shirt, a blue tie, and a dark fedora. Both figures are blurred to convey a sense of rapid movement. Overlaid on this background are two large, stylized arrows pointing in opposite directions.

**Ce décalage entre peines  
maximales et pratiques**

**alimente un sentiment  
de laxisme**

Réduire cet écart peut se  
faire

soit en



les **maximums encourus**

soit en



les **peines prononcées**



# Simulation d'une des **peines prononcées**



**Taux d'incarcération**

**Budget courant  
pour l'administration  
pénitentiaire**



**+19M€**

**60-100 M€**

**Investissement**



# Les auteurs



**Aurélie Ouss**



**Arnaud Philippe**

## Inflation pénale et décisions de justice

Notes IPP

n°99

Janvier 2024

Aurélié Ouss  
Arnaud Philippe

Cette note explore l'effet des politiques pénales sur les décisions de justice et sur la récidive. Elle part de deux constats. Premièrement, il y a un écart considérable entre les peines maximales établies par le code pénal et les sanctions effectivement prononcées par les juridictions. Deuxièmement, il y a eu de nombreuses réformes modifiant les sanctions prévues par le code pénal, la plupart accentuant leur rigueur. Ces réformes influencent-elles les pratiques pénales? Nous montrons que la grande majorité des changements ciblent des délits rarement ou jamais utilisés et n'ont donc aucun effet sur les verdicts. Par ailleurs, les réformes ciblant des crimes et délits plus fréquemment utilisés n'influencent en pratique pas les décisions de justice. Il y a donc un décalage croissant entre le code pénal et les pratiques pénales, contribuant à une impression de laxisme du système judiciaire. Deux options existent pour réduire cet écart : diminuer les peines maximales prévues, ou augmenter les peines effectives pour les rapprocher du maximum. Nous montrons que la seconde option aurait pour effet d'augmenter considérablement le taux d'incarcération et le coût pour les finances publiques de la justice pénale.

# Retrouvez l'étude intégrale sur

**www.ipp.eu**

